



Travailler à se rendre malade, c'est terminé.

131 000 RAISONS
D'UNIR NOS FORCES



Salaire

**Demandes
intersectorielles**

La relation d'aide et la dispensation de soins et services est un travail considéré comme naturel pour les femmes et systématiquement dévalorisé, ce qui influe de manière importante sur la valeur économique du travail. Les écarts négatifs des salaires se perpétuent et s'additionnent d'année en année.

Administration publique québécoise: 72,2% de femmes
Membres de l'Alliance: FIQ = près de 90%; APTS = 86%

Les hommes profitent des investissements pour la relance économique alors que les femmes font les frais de l'austérité.

Deux milliards de dollars de compressions budgétaires ont été effectuées dans le réseau de la santé et des services sociaux entre 2014 et 2016.

Depuis l'an 2000, le salaire des employé·e·s de l'administration publique a baissé de 1,2% par rapport au coût de la vie alors que celui des autres salarié·e·s québécois·es a augmenté de 10,7%.

Lorsqu'on compare d'autres indicateurs économiques, l'écart salarial des professionnel·le·s et des technicien·ne·s du réseau avec les autres salarié·e·s du Québec est de :

INDICATEURS	TOTAL
Salaire des autres employé·e·s québécois·es	-13%
Salaire des autres employé·e·s services publics	-20%

La part de la rémunération du personnel des catégories 1 (FIQ) et 4 (APTS) diminue dans le budget du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) alors que celle des médecins augmente.

Hausse de rémunération entre 2006 et 2018

- Omnipraticiens: 63%
- Médecins spécialistes: 84%

Bien que l'économie du Québec ait été frappée de plein fouet par la pandémie, la situation financière du gouvernement n'est pas aussi catastrophique qu'il voudrait nous le faire croire.

- Nous disposons d'un Fonds des générations bien garni. Nous pouvons y suspendre les versements et utiliser cet argent pour renflouer les caisses de l'État.
- Le poids de la dette dans l'économie du Québec a été réduit considérablement au cours des dernières années, entre autres sur le dos des

salarié·e·s du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS), ce qui place le gouvernement en excellente position pour faire des investissements nécessaires à la relance économique.

Trop souvent dans le passé, les plans de relance économique étaient concentrés sur des investissements dans la construction et les infrastructures et des compressions dans les secteurs à prédominance féminine, comme la santé et les services sociaux, l'éducation et l'administration publique.

Cette fois-ci, le gouvernement se doit d'investir dans le RSSS, particulièrement dans les conditions salariales des salarié·e·s pour éviter qu'ils et elles soient discriminé·e·s encore une fois et rattraper le retard qui s'est accumulé au cours des quelques 25 années d'austérité des gouvernements précédents.

Demands salariales

- 12,4 % d'augmentations salariales en 3 ans, dont 7,4 % en rattrapage salarial
- Clause remorque pour compenser une possible hausse de l'inflation supérieure à celle prévue et ainsi protéger le pouvoir d'achat des membres de l'Alliance

L'Alliance est bien consciente que le Québec n'a plus la même marge de manœuvre financière qu'avant la crise sanitaire, bien que sa situation soit beaucoup plus enviable que celle de nombre de provinces et d'états.